

ASSEMBLEE
GENERALE

ONZIEME SESSION

Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 742e

SEANCE

Vendredi 25 janvier 1957,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

Point 31 de l'ordre du jour :

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (<i>suite</i>)	
Articles 11 et 12 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>suite</i>).....	311

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.586, A/C.3/L.587) [suite]

ARTICLES 11 ET 12 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573 [ANNEXE I, A], A/C.3/L.586) [suite]

1. M. PAZHWAQ (Afghanistan), parlant en qualité de Président du Groupe de travail sur les articles 11 et 12 du projet de pacte, présente le rapport de celui-ci (A/C.3/L.586). Etant donné que les vues des membres du Groupe n'ont pas grandement divergé, le nouveau texte devrait être acceptable pour tous.

2. M. LIMA (Salvador) déclare qu'il s'est senti tenu, bien qu'ayant fait partie du Groupe de travail, de soumettre un amendement (A/C.3/L.587) au texte rédigé par ce groupe (A/C.3/L.586, par. 4). La proposition du Salvador reprend la partie de l'amendement des trois puissances (A/C.3/L.583) qui n'a pas été incorporée au texte. Tenant compte de l'importance fondamentale du concept de la famille dans le cadre de l'article 11, ainsi que du fait que la famille est mentionnée à l'article 25, paragraphe 1, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, M. Lima estime qu'il convient de faire mention de ce concept dans le nouveau texte. Le Groupe de travail s'est trouvé divisé sur ce point, et ce n'est qu'à une très faible majorité que la mention de la famille a été rejetée. Le représentant du Salvador a présenté son amendement afin que la Commission puisse prendre une décision sur ce point.

3. M. TSAO (Chine) dit qu'il n'a aucune objection à l'endroit de la première phrase du texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). La seconde phrase, cependant, lui inspire quelques doutes: premièrement, il est inutile de spécifier que les Etats parties prendront des mesures appropriées pour assurer l'exercice du droit en question, puisque le projet de pacte contient déjà une clause générale de mise en œuvre (art. 2); deuxièmement, la question de la coopération internationale est traitée de façon plus complète dans la

quatrième partie du projet de pacte (E/2573, annexe I, A). M. Tsao ne peut donc se prononcer en faveur de la seconde phrase.

4. L'amendement du Salvador (A/C.3/L.587) ne paraît pas nécessaire, car l'idée de famille est comprise dans les mots "toute personne".

5. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) approuve le texte établi par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) ainsi que l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587). Quoique l'idée de famille soit contenue dans les mots "toute personne", l'article serait plus clair et plus facile à interpréter s'il contenait une mention précise de la famille.

6. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) appuie également le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) et l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587).

7. M. BRILLANTES (Philippines) dit que, tout en comprenant les raisons qui ont motivé l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587), il ne peut appuyer ce texte. Si l'article 11 comprenait une mention précise de la famille, on pourrait l'interpréter comme ne s'appliquant pas aux individus qui n'ont pas de famille.

8. A propos de la seconde phrase du texte élaboré par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4), il fait siennes les critiques formulées par le représentant de la Chine. En soulignant l'importance de la coopération internationale en liaison avec l'article 11, la Commission ferait peut-être obstacle à l'initiative des Etats qui voudraient prendre indépendamment des mesures de mise en œuvre. En outre, les termes employés sont très vagues et il serait préférable qu'ils ne figurent pas dans l'article. Le représentant des Philippines demande un vote séparé sur la seconde phrase.

9. M. BRENA (Uruguay) estime que le texte présenté par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) est tout à fait ce qu'il devrait être: l'idée essentielle est exprimée sous une forme qui est en harmonie avec d'autres textes, et son sens est clair. En outre, le concept du niveau de vie suffisant est communément compris et accepté, et il s'accorde avec l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres précédents. Bien que M. Brena considère que le texte du Groupe de travail soit satisfaisant, il appuiera cependant, dans un esprit de conciliation, l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587).

10. M. HOARE (Royaume-Uni) regrette que le Groupe de travail, tout en ayant incorporé dans son projet de texte (A/C.3/L.586, par. 4) la plus grande partie de l'amendement présenté par le Royaume-Uni et l'Uruguay (A/C.3/L.582), n'ait pas inclus l'adjectif "suffisants" après les mots "la nourriture, le vêtement et le logement". De l'avis de M. Hoare, cet adjectif renforce quelque peu le sens en insistant sur le fait que ces éléments du niveau de vie doivent avoir atteint un certain palier et il propose donc qu'il soit ajouté.

11. En ce qui concerne la deuxième phrase du texte du Groupe de travail, M. Hoare partage l'opinion des représentants de la Chine et des Philippines. Il est opposé, par principe, à l'adjonction de clauses de mise en œuvre aux articles pris individuellement; l'article 2, paragraphe 1, contient une clause générale de mise en œuvre qui s'applique à tous les articles, et, en assortissant chacun des articles de dispositions semblables, la Commission saperait la structure même des projets de pactes. En outre, la Commission des droits de l'homme a examiné l'idée d'inclure une clause de mise en œuvre dans chaque article, mais l'a rejetée en faveur d'un article général. La Commission ne devrait pas remettre ainsi en question le travail de la Commission des droits de l'homme. Le représentant du Royaume-Uni comprend les raisons qui ont amené le Japon et le Chili à proposer l'inclusion d'une mention de la coopération internationale (A/C.3/L.585), mais il ne peut y souscrire pour des motifs analogues. Premièrement, il n'y a aucune raison d'insister particulièrement sur la coopération internationale à propos du droit à un niveau de vie suffisant; deuxièmement, la nécessité d'une coopération internationale est exposée avec plus de vigueur et de précision dans l'article 2, paragraphe 1. M. Hoare est partisan d'un vote séparé sur la seconde phrase du texte établi par le Groupe de travail, car il désire se prononcer contre elle.

12. A propos de l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587), M. Hoare reconnaît le bien-fondé de certains des arguments qui ont été avancés en faveur de l'inclusion d'une mention de la famille dans le texte de l'article 11. Toutefois, il estime que la Commission s'engage dans une mauvaise voie; si la famille est mentionnée à l'article 11, il n'y a aucune raison de ne pas en faire autant dans bien d'autres articles, ce qui aurait pour effet de surcharger le texte du pacte. En outre, les mots "toute personne" ont un sens général qui comprend la famille. Par conséquent, M. Hoare se prononcera contre l'amendement du Salvador.

13. M. JUVIGNY (France) partage l'opinion du représentant du Royaume-Uni quant à la structure du projet de pacte; en ajoutant, sous des formes diverses, des dispositions de mise en œuvre aux différents articles, on pourrait arriver à une série d'obligations hiérarchisées dont certaines seraient considérées comme plus impératives que d'autres. Telle n'était pas l'intention originale, et le représentant de la France ne pense pas que ce soit celle des délégations qui ont proposé à la session actuelle de l'Assemblée générale des dispositions de mise en œuvre. En essayant de renforcer les obligations des Etats aux termes de l'article 11, ces délégations affaiblissent la clause générale de mise en œuvre contenue à l'article 2. En vertu de cet article, chacun des Etats parties s'engage à agir, tant par son effort propre que par la coopération internationale, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le pacte; un tel engagement a une portée bien plus vaste que toutes dispositions de mise en œuvre ajoutées dans les divers articles.

14. Si la seconde phrase du texte préparé par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) figurait dans l'article 11, elle pourrait être interprétée comme imposant aux Etats l'obligation d'assurer immédiatement à toute personne un niveau de vie suffisant. Une telle obligation, indépendamment de l'impossibilité qu'il y aurait à s'en acquitter, serait contraire à la conception exprimée par les auteurs des projets de pactes à l'article 2, lequel prévoit que le plein exercice des droits

reconnus dans le pacte devra être assuré progressivement. En outre, la mention de la coopération internationale, dans la seconde phrase, est vague; l'idée est définie de façon bien plus claire à l'article 2, paragraphe 1, ainsi qu'à l'article 24 qui contient des indications précises quant aux diverses méthodes de coopération internationale. Dans les deux cas, les obligations qui incombent aux Etats sont énoncées en des termes juridiques bien plus catégoriques que ceux que l'on propose d'introduire dans l'article 11. En conséquence, la seconde phrase du texte élaboré par le Groupe de travail n'est pas acceptable.

15. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) se félicite que l'amendement du Royaume-Uni et de l'Uruguay (A/C.3/L.582) ait été presque entièrement repris dans le texte élaboré par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4); cependant, comme le représentant du Royaume-Uni, elle estime que l'adjectif "suffisants" devrait être réinséré après les mots "la nourriture, le vêtement et le logement".

16. Mme Shoham-Sharon est prête à appuyer la disposition de mise en œuvre contenue dans la première partie de la seconde phrase, avec la réserve qu'elle a déjà faite en d'autres occasions, à savoir que, tout en estimant aussi que les articles du projet de pacte devraient contenir des dispositions plus précises concernant les engagements et les obligations des Etats, la délégation d'Israël est d'avis que la Commission ne devrait prendre une décision sur la question des mesures de mise en œuvre, prises dans leur ensemble, et considérer la question des répétitions dans les différents articles que lorsqu'elle aura examiné tous les articles et que les projets de pactes auront pratiquement revêtu leur forme définitive. D'autre part, la mention de la coopération internationale n'est pas à sa place dans l'article 11. Cette coopération est essentielle au succès de la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions du pacte et devrait donc figurer dans les clauses générales.

17. Mme Shoham-Sharon estime que l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587) n'est pas justifié, étant donné que les mots "toute personne" comprennent évidemment tous les membres de toutes les familles.

18. M. EUSTATHIADES (Grèce) approuve le texte établi par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). Il est particulièrement heureux d'y voir mentionnée la coopération internationale. C'est avec raison que le représentant de la France a signalé que d'autres articles comprennent des dispositions générales sur la coopération internationale, mais le droit énoncé à l'article 11 — celui de toute personne à un niveau de vie suffisant — est si fondamental et d'une si grande portée que tous les autres droits pourraient être considérés comme n'en étant que des aspects particuliers ou comme ne visant que certaines catégories de personnes; par conséquent, la mise en évidence de la coopération internationale dans l'article en discussion est parfaitement justifiée.

19. Le représentant des Philippines a fait remarquer que l'amendement du Salvador impliquerait que seules des personnes avec famille auraient droit à un niveau de vie suffisant; on pourrait écarter cette objection en ajoutant les mots "si elle en a une", ou une expression analogue, au texte de l'amendement.

20. M. PECHOTA (Tchécoslovaquie) estime que le projet de texte présenté par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) est entièrement satisfaisant; il votera en sa faveur, ainsi que pour l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587).

21. M. BRENA (Uruguay) rappelle que le Groupe de travail a reçu pour mandat de concilier les divers amendements et sous-amendements dont la Commission était saisie. En tant que membre du Groupe de travail, il a donc estimé de son devoir de se montrer le plus conciliant possible quant à la forme de l'article 11, tout en prenant fermement position sur les questions de principe. C'est la raison pour laquelle il a proposé de supprimer le mot *adequate*, à l'endroit où il apparaît pour la deuxième fois dans l'amendement du Royaume-Uni et de l'Uruguay (A/C.3/L.582; texte anglais), afin de donner satisfaction au représentant des Philippines. Au surplus, il a estimé qu'il était superflu d'employer une seconde fois cet adjectif, qui se trouve déjà dans l'expression *an adequate standard of living*.

22. Malgré les arguments avancés par le représentant de la France, la délégation uruguayenne ne pense pas que l'insertion d'une disposition de mise en œuvre ait soulevé une quelconque question de principe; des dispositions de cet ordre et des mentions de mesures précises se trouvent ça et là dans le texte du projet de pacte, et une de plus ou de moins n'aurait pas changé grand-chose. En outre, la Commission, ayant déjà accepté un amendement polonais analogue concernant l'article 7, ne devrait pas faire de difficultés pour incorporer la disposition en question à l'article 11. Enfin, la mention de la coopération internationale n'est nullement contraire aux dispositions qui figurent déjà à ce sujet dans les clauses générales.

23. Il est inévitable qu'un texte qui doit être acceptable pour de nombreux Etats ait plus de défauts qu'un texte rédigé par un seul pays; mais il importe moins d'essayer d'atteindre la perfection que de donner aux peuples du monde les instruments qu'ils attendent et qui, quoique imparfaits, garantiront l'exercice de leurs droits fondamentaux. C'est dans cet esprit que le représentant de l'Uruguay considère l'article 11, et il demande à toutes les délégations de faire de même.

24. M. MONTERO (Chili) estime qu'étant donné la nature fondamentale du droit reconnu à l'article 11, il est essentiel de mentionner la coopération internationale. Comme l'a fait remarquer précédemment le représentant du Japon (740ème séance), certains pays — et notamment les pays sous-développés — sont, malgré leur bonne volonté, matériellement incapables de fournir à leurs peuples une nourriture, un vêtement et un logement suffisants sans le secours de l'assistance internationale. Le représentant du Chili demande d'accepter cette disposition par souci de solidarité internationale. Dans le projet de pacte, l'article examiné actuellement est le plus approprié pour une reconnaissance explicite du fait que le plein exercice des droits humains ne peut être assuré par les efforts d'un seul Etat et qu'il doit être le résultat d'une coopération entre tous les Etats conformément aux buts, aux principes et à la pratique de l'Organisation des Nations Unies.

25. M. MALITZA (Roumanie) fait savoir qu'il votera pour le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). Le droit dont il s'agit est tellement fondamental que la disposition de mise en œuvre ou la mention de l'importance de la coopération internationale ne peuvent soulever aucune objection valable.

26. M. CASTAÑEDA (Mexique) signale qu'il votera en faveur de la première phrase du nouveau texte (A/C.3/L.586, par. 4), mais non pour la seconde, car les deux questions soulevées dans celle-ci devraient être traitées dans les clauses générales, qui s'appliquent uniformément à tous les articles de fond. En outre, la coo-

pération internationale ne constitue que l'un des nombreux éléments que les gouvernements devront considérer lorsqu'il s'agira d'appliquer l'article 11; il n'y a donc aucune raison d'en faire spécialement mention.

27. Quoique à proprement parler on puisse considérer que l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587) est redondant, le fait qu'il met en évidence la famille pourrait avoir l'avantage de faire ressortir que les salaires et traitements devraient assurer un niveau de vie convenable non seulement au travailleur lui-même, mais aussi à sa famille. Il ne votera donc pas contre l'amendement, mais il s'abstiendra.

28. M. MARTINS DE CARVALHO (Portugal) indique qu'il votera en faveur de la première phrase du texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). Il votera également pour la première partie de la seconde phrase, parce qu'une disposition analogue a déjà été incluse dans un article précédent; mais son vote s'accompagnera de la réserve déjà formulée par la représentante d'Israël, car il estime que toute la question de la mise en œuvre devrait plutôt être traitée dans une clause générale. Il s'abstiendra en ce qui concerne la dernière partie de la seconde phrase, car toute mention expresse de la coopération internationale dans un article de fond pourrait affaiblir les dispositions générales en la matière, qui figurent déjà à l'article 2. Enfin, il votera pour l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587).

29. M. JUVIGNY (France), répondant au représentant de l'Uruguay, dit que, lorsqu'il a critiqué les dispositions de mise en œuvre, il n'a pas exprimé les vues de sa propre délégation, mais celles de la Commission des droits de l'homme qui a déjà pris sur cette question une décision mûrement réfléchie. S'il est vrai que certains articles du projet de pacte prévoient des mesures spécifiques, l'objet de telles dispositions a été, dans chaque cas, soit de définir de manière plus précise un certain aspect du droit reconnu dans l'article, soit d'indiquer les mesures techniques les mieux appropriées pour en assurer l'exercice.

30. En réponse au représentant de la Grèce, M. Juvigny répète qu'il n'y a pas plus de raison de mentionner la coopération internationale à l'article 11 que dans les différents autres articles. L'article 7, par exemple, traite d'un droit au sujet duquel plus de 100 conventions ont été conclues par l'Organisation internationale du Travail, sans parler d'une multitude d'autres accords internationaux.

31. M. AHMED (Pakistan) dit que c'est un sujet de satisfaction, pour sa délégation, que de constater que tous les amendements présentés aux articles 11 et 12 primitifs (E/2573, annexe I, A) reconnaissent la grande importance des droits dont il est question dans ces articles et qui constituent le principe même de toute vie civilisée. La décision de fondre ces deux articles a été sage et l'adoption du nouveau texte contribuera certainement à réduire dans une large mesure l'écart effrayant qui existe dans le monde entier entre la richesse et le dénuement. Si les Etats Membres s'efforcent sincèrement de mettre en œuvre, même progressivement, le droit reconnu à l'article 11, la redistribution des biens amènera dans la société humaine un changement révolutionnaire.

32. La délégation du Pakistan estime que le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) est satisfaisant, mais elle appuie la proposition du représentant du Royaume-Uni qui consiste à insérer le mot "suffisants" après le mot "logement". Elle votera également pour la mention de l'importance de la coopération internatio-

nale, car, si des dispositions semblables figurent dans d'autres parties du projet de pacte, il est essentiel que ce point soit de nouveau souligné dans un article qui porte sur les nécessités fondamentales de la vie. La coopération internationale dans les domaines économique et social peut réduire un grand nombre des tensions dont souffre le monde. Par contre, la délégation du Pakistan considère que l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587) est superflu et elle votera contre lui.

33. M. MUFTI (Syrie) indique que sa délégation approuve le texte rédigé par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) et qu'elle est particulièrement heureuse de voir que l'amendement de la Pologne (A/C.3/L.532, point 3) y a été inclus. Bien que le point en question soit traité à l'article 2, la Commission a créé un précédent en ce qui concerne les obligations spécifiques en adoptant des amendements analogues pour d'autres articles. La délégation syrienne accepte en principe la mention de la coopération internationale, mais M. Mufti insiste sur la nécessité d'exprimer cette idée en termes généraux plutôt qu'en termes exprès, et de préciser que la coopération internationale doit être volontaire et libre, conformément au droit et à la pratique internationales. C'est pourquoi M. Mufti propose d'ajouter les mots "librement consentie" après "coopération internationale". Si la Commission estime qu'une telle proposition est irrecevable, M. Mufti demandera qu'un vote distinct ait lieu sur toute cette partie de la phrase, que sa délégation ne pourrait appuyer sans les mots "librement consentie". Enfin, M. Mufti votera pour l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587), ainsi que pour l'amendement oral du Royaume-Uni.

34. M. HOARE (Royaume-Uni), en sa qualité de coauteur d'un des amendements incorporés au texte rédigé par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4), désire expliquer son attitude. Il a voté contre la création du Groupe de travail parce qu'il estimait que les buts auxquels tendaient certains amendements étaient inconciliables. Comme sa participation à l'amendement de l'Uruguay et du Royaume-Uni (A/C.3/L.582) n'avait été qu'une simple suggestion d'ordre rédactionnel, il a jugé préférable de ne pas prendre part aux travaux du Groupe. En outre, pour les raisons qu'il a déjà indiquées, il lui est impossible d'accepter l'amendement polonais (A/C.3/L.532, point 3) dont s'inspire la deuxième phrase; aussi ne saurait-il appuyer cette phrase.

35. M. MAHMUD (Ceylan) annonce que sa délégation peut accepter le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). Cependant, il ne peut se prononcer pour l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587), qui lui semble superflu. Il votera pour la proposition du Royaume-Uni tendant à insérer l'adjectif "suffisants" après le mot "logement", car cette addition précisera le texte.

36. M. PEREZ MATOS (Venezuela) indique que sa délégation appuiera la première phrase du texte préparé par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). Cependant, elle sera obligée, en dépit du fait que le Venezuela applique les principes en question, de s'abstenir dans le vote sur la seconde phrase pour des raisons législatives et techniques. M. Pérez Matos s'abstiendra également lors du vote sur l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587), parce qu'il estime que l'expression "toute personne" comprend la famille. Il ne pense pas que l'insertion du mot "suffisants", proposée par le représentant du Royaume-Uni, soit nécessaire dans le texte espagnol, où l'expression *un nivel de vida*

adecuado détermine de manière satisfaisante les mots *incluso alimentación, vestido y vivienda*, qui la suivent.

37. Mme SHIPLEY (Canada) remarque qu'elle aurait été disposée à voter pour les articles 11 et 12 primitifs (E/2573, annexe I, A) sans modification, étant donné que ces textes établissaient nettement la responsabilité des Etats de créer les conditions nécessaires à l'exercice des droits en question. Cependant, elle a appuyé la décision visant à fondre les deux articles et elle approuve l'amendement présenté par le Royaume-Uni et l'Uruguay (A/C.3/L.582); c'est pourquoi elle a été heureuse de constater que ce texte est repris presque exactement dans la première phrase du projet rédigé par le Groupe de travail; néanmoins, elle pense aussi qu'il conviendrait d'insérer le mot "suffisants" après le mot "logement".

38. Mme Shipley partage les doutes exprimés par certains représentants quant à l'opportunité de reprendre dans l'article une idée qui fait l'objet des dispositions particulières qui figurent à l'article 2; si l'on tient à y insérer une clause de mise en œuvre — Mme Shipley, pour sa part, ne souscrit pas à cette idée — il aurait été préférable d'accepter l'amendement initial de la Pologne (A/C.3/L.532, point 3). La représentante du Canada ne peut voter en faveur de l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587), étant donné que l'expression "toute personne" englobe la famille; en outre, on risque d'interpréter cet amendement comme excluant les personnes qui n'ont pas de famille.

39. M. TSURUOKA (Japon) a été heureux de constater l'unanimité qui s'est manifestée au sein de la Commission sur l'idée que la coopération internationale est une condition préalable essentielle à l'exercice du droit énoncé à l'article 11. Cependant, la rédaction de la dernière phrase du texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4) semble donner lieu à certaines craintes. Certains représentants ont justifié ces craintes en mentionnant l'article 2; or, cet article n'a pas encore été examiné, et il n'est pas certain qu'il sera adopté sous sa forme actuelle. Une question semblable s'est posée à propos de l'article 8, lorsque la délégation du Royaume-Uni a demandé (722ème séance) que l'on y fasse figurer des dispositions détaillées en avançant que l'article 4 actuel pourrait ne pas être adopté. En outre, l'article 11 occupe une place distincte de celles des autres articles, car il traite de questions de vie ou de mort; en effet, la nourriture, le vêtement et le logement sont plus indispensables à la vie que ne le sont l'éducation et l'hygiène. C'est pourquoi les Etats qui reconnaissent le droit à un niveau de vie suffisant ont le devoir d'essayer d'assurer la réalisation de ce droit par tous les moyens possibles, y compris la coopération internationale.

40. Répondant aux remarques du représentant de la Syrie, M. Tsuruoka estime qu'il est implicitement entendu dans l'expression "coopération internationale" que celle-ci doit être librement consentie. La disposition proposée n'imposerait aux Etats aucune obligation expresse; cette disposition souligne simplement le besoin de compréhension et de bonne volonté réciproques.

41. M. PAULUS (Inde) annonce que sa délégation sera en mesure de voter pour la première phrase du texte préparé par le Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4), et appuiera la proposition tendant à ajouter le mot "suffisants" après le mot "logement". Cependant, tout en approuvant les principes énoncés dans la seconde phrase, la délégation indienne ne pourra voter pour celle-ci, car elle lui semble superflue. La première phrase traite déjà de la responsabilité qui in-

combe aux Etats de prendre les mesures appropriées pour assurer la réalisation du droit en question; de plus, il est évident que la coopération internationale est essentielle pour la mise en application du pacte tout entier. La disposition dont il s'agit n'est pas claire et pourrait donner à penser que la coopération internationale n'est requise que dans le seul cas de l'article 11. La délégation indienne demande qu'un vote distinct intervienne quant à la seconde phrase, sur laquelle elle ne sera pas en mesure d'émettre un vote favorable. Il lui sera également impossible de voter pour l'amendement présenté par le Salvador (A/C.3/L.587), car l'expression "toute personne" semble tout englober.

42. M. PONCE (Equateur) déclare que sa délégation approuvait les articles 11 et 12 primitifs (E/2573, annexe I, A), mais qu'elle peut également accepter le texte du Groupe de travail (A/C.3/L.586, par. 4). De même, elle sera en mesure de voter pour

l'amendement du Salvador (A/C.3/L.587); la famille est une unité sociologique et non pas simplement la somme des individus qui la composent. Le représentant du Mexique a souligné à juste titre l'importance particulière que revêt à ce point de vue une rémunération suffisante. Quant aux arguments qui ont été avancés contre la mention de la coopération internationale, M. Ponce estime que si ce point est effectivement traité dans les articles généraux, le degré d'application des dispositions générales varie d'un article à un autre. D'ailleurs la coopération internationale est plus directement impliquée par certains droits que d'autres, comme le prouve le rôle actif que jouent les organisations internationales pour assurer leur réalisation. Enfin, M. Ponce partage l'opinion du représentant du Royaume-Uni selon laquelle il convient d'insérer le mot "suffisants" après le mot "logement"; une légère mise au point du texte espagnol sera nécessaire.

La séance est levée à 13 h. 10.